

L'invitée de Grain de sel : Gisèle Lopès d'Almeida



► L'invité de Grain de sel, une fois n'est pas coutume, est une invitée. Gisèle Lopès d'Almeida, sénégalaise chef d'entreprise dans l'agro-business, est présidente du réseau Interface, réseau des professionnels de l'agriculture en Afrique. Elle nous parle de son parcours en tant que femme, en tant qu'africaine, mais aussi de son engagement et de sa passion pour le développement de l'Afrique. L'intégralité de cet entretien est consultable sur le site de l'Inter-réseaux (www.inter-reseaux.org).

GRAIN DE SEL : Pouvez-vous nous parler en quelques mots de votre parcours ?

GLA : Je suis avant tout issue d'une famille d'entrepreneurs, j'ai créé ma première entreprise voici plus de vingt ans. En tant que femme j'ai dû faire mes preuves deux fois plus qu'un homme. Mais j'étais portée par mon ambition, mon souci de la perfection et j'ai eu la chance d'avoir à mes côtés mon compagnon, qui m'a toujours soutenue. J'ai commencé par importer des bananes de Côte d'Ivoire vers le Sénégal. Très vite, constatant les coûts du fret, j'ai décidé de me mettre à la production. Investir dans l'agriculture était pour moi un vieux rêve. J'ai pu le faire grâce à d'autres activités, je n'aurais pu sans cette diversification, car l'agriculture est un secteur à risque, où il est très difficile de trouver des financements. Je suis également présidente du réseau Interface, structure de lobbying et d'appui technique en faveur du secteur privé. Le secteur privé africain est encore très méconnu. Nous avons, au niveau du réseau, mené une étude qui nous permet d'en avoir une meilleure connaissance. Cette étude apporte un éclairage sur nos réalités, celles d'un contexte où, contrairement à l'Europe, il n'est pas possible de se spécialiser, mais où, pour réussir, il faut savoir se diversifier, et maîtriser une filière d'un bout à

l'autre. Enfin, et ce n'est pas de moindre importance, le réseau s'est positionné en lien avec la recherche. Il aura fallu 8 ans pour que la recherche agricole s'intéresse au secteur privé, pourtant cette collaboration est vitale.

Gds : Nombre de chefs d'États africains prônent l'agro-business, au grand dam de nombreuses OP, défenseurs de l'agriculture familiale. Quelle est votre position dans ce débat ?

GLA : Pour moi c'est un faux débat. Aujourd'hui, le développement de l'agriculture ne peut plus être l'apanage des seules organisations paysannes et familiales. Bien sûr qu'elles ont leur place et font un travail formidable. Mais, après quarante ans d'indépendance, le développement de l'agriculture sur la paysannerie a atteint ses limites. Des entreprises créatrices de richesse sont indispensables, c'est là le rôle de l'agro-business. L'Afrique peut encore faire sa révolution verte, avec ses acquis et la recherche agricole. Chacun a sa place dans le dispositif. On sent encore une méfiance vis-à-vis du secteur privé, il faut la dépasser, et instaurer des partenariats forts. Nous devons mener une politique de diversification, d'intensification et de valorisation de l'agriculture. Nous avons assez exporté nos produits en l'état, il faut désormais

les transformer pour accéder aux marchés internationaux sur une base plus équitable.

Gds : La politique agricole de la Cedeao vient d'être adoptée. Quels en sont, pour vous, les principaux acquis et défis ?

GLA : Pour moi, cette politique est synonyme d'acquis importants... avec la reconnaissance du rôle des exploitations familiales et de celui du secteur privé et de l'agro-business comme piliers dans la lutte contre la pauvreté ; celle du rôle des femmes et leur implication au niveau décisionnel ; celle de la place particulière des biotechnologies et de la bio sécurité, etc. Pour ce qui concerne les défis, j'en vois principalement deux : tout d'abord, le secteur privé est confiné dans un rôle de financeur, capable au mieux de commercialiser des engrais ou il doit être reconnu comme producteur. Le second défi, c'est la réhabilitation des mots « protection » et « subvention », sans lesquelles nous n'arriverons à rien. Paysans ou privés, nous sommes tous dans la même galère, l'agriculture est piégée par le libéralisme au nom de la globalisation de l'économie, c'est le combat de David contre Goliath. Paysans, politiques, privés, il nous faut plus de solidarité, de partenariat et d'écoute pour un modèle de développement partagé. ■

sans
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre



« Au rythme où vont les choses, contrairement aux chiffres des objectifs du millénaire pour le développement, la réduction de moitié de la pauvreté ne devrait pas être atteinte d'ici à 2015 mais d'ici à 2150. Les Africains savent qu'il faut souvent être patients. Mais le monde entier devrait savoir que 150 ans, c'est trop demander aux peuples qui attendent justice. »

Gordon Brown, ministre des finances de Grande-Bretagne, discours devant la Commission pour l'Afrique, Cape Town, Afrique du Sud, 17 janvier 2005 (traduction libre).

9 litres

Il faut 9 litres d'eau potable pour faire 1 litre de Coca-Cola.

Source : Les femmes du Kerala contre Coca-Cola. Vandana Shiva. Le Monde diplomatique, mars 2005.